

L'ALTER-EGO DE COLIN POWELL

Richard Armitage, le baroudeur qui rêvait d'être diplomate



Militaire professionnel, le sous-Secrétaire d'État Richard Armitage a commencé sa carrière en participant aux opérations les plus secrètes et les plus dangereuses de la guerre du Vietnam. Grâce à son expérience du combat, il représente un point d'équilibre entre les ambitions impériales des néo-conservateurs, définies dans la « doctrine Wolfowitz », et le souci de ne pas exposer inutilement les GI's que préconise la « doctrine Powell ».

page 2

Un alléchant Eldorado

TRIBUNES LIBRES
INTERNATIONALES

Stanley A. Weiss décrit les bienfaits dont vont bénéficier les habitants de Sao Tomé et Príncipe lorsque les multinationales exploiteront à plein régime le pétrole de ce nouvel Eldorado. Mû par la compassion, le magnat états-unien pointe les garde-fous qu'il conviendra de mettre en place pour que la manne pétrolière profite localement à tous et pas simplement à une élite corrompue. Il tient à en faire partager ses lecteurs, qui pourraient eux aussi être tentés par pareil investissement.

page 10

REPÈRE : 25 SEPTEMBRE 1880

Le mythe de l'indépendance

À New York, lors d'un banquet, le 25 septembre 1880, le célèbre journaliste John Swinton se fâche quand on propose de boire un toast à la liberté de la presse. « Il n'existe pas, à ce jour, en Amérique, de presse libre et indépendante. Vous le savez aussi bien que moi. Pas un seul parmi vous n'ose écrire ses opinions honnêtes et vous savez très bien que si vous le faites, elles ne seront pas publiées. On me paye un salaire pour que je ne publie pas mes opinions et nous savons tous que si nous nous aventurons à le faire, nous nous retrouverions à la rue illico. Le travail du journaliste est la destruction de la vérité, le mensonge patent, la perversion des faits et la manipulation de l'opinion au service des Puissances de l'Argent. Nous sommes les outils obéissants des Puissants et des Riches qui tirent les ficelles dans les coulisses. Nos talents, nos facultés et nos vies appartiennent à ces hommes. Nous sommes des prostituées de l'intellect. Tout cela, vous le savez aussi bien que moi ! »

(Cité dans : *Labor's Untold Story*, de Richard O. Boyer and Herbert M. Morais, NY, 1955/1979.) ■



MONDIALISATION DE LA LUTTE CONTRE LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Lors du sommet du G8 qui s'était tenu à Gênes en juin 2001, la police italienne avait fait irruption dans les locaux d'*Indymedia* et détruit ses serveurs. Plus récemment, nous rapportions que l'enquête diligentée par le gouvernement chypriote contre le fondateur d'*Indymedia* Chypre, Petro Evdokas, avait été demandée par la CIA. Hier matin, la société Rackspace, qui héberge les serveurs Internet de plus de 20 agences *Indymedia* pour le compte d'*Indymedia* Royaume-Uni, a remis des serveurs au FBI à la demande des autorités états-uniennes, mettant hors-service les sites de plusieurs antennes de l'agence de presse. Les sites *Indymedia* affectés par cette saisie sont : Andorre, Belgique, Brésil, Espagne, France (Nice, Nantes, Lille, Marseille), Italie, Massachusetts, Pologne, Portugal, Tchéquie, Uruguay, Yougoslavie, ainsi que le site mondial pour la radio d'*Indymedia*. ■

L'alter-ego de Colin Powell

Richard Armitage, le baroudeur qui rêvait d'être diplomate

Militaire professionnel, le sous-Secrétaire d'État Richard Armitage a commencé sa carrière en participant aux opérations les plus secrètes et les plus dangereuses de la guerre du Vietnam. Grâce à son expérience du combat, il représente un point d'équilibre entre les ambitions impériales des néo-conservateurs, définies dans la « doctrine Wolfowitz », et le souci de ne pas exposer inutilement les GI's que préconise la « doctrine Powell ».



Richard Armitage commence son parcours politique au Viet-Nam. Diplômé de l'US Naval Academy en 1967, il est envoyé sur place dans la foulée. En 1968, il navigue dans les eaux territoriales vietnamiennes lorsque se produit l'offensive du Tet, un revers particulièrement violent pour l'armée états-unienne. Souhaitant participer à l'effort de guerre, il demande à être envoyé sur le terrain. Il y devient conseiller pour les patrouilleurs des cours d'eau. Après avoir

reçu une formation de quatre semaines de vietnamien, il s'engage de plain pied dans le conflit, en se portant volontaire à de très nombreuses reprises pour des opérations militaires parmi les plus secrètes et les plus dangereuses.

Spécialiste des opérations secrètes

Après un premier séjour d'un an, il devient instructeur en contre-insurrection sur la base militaire de Coronado, en Californie, où il enseigne des techniques d'embuscade et d'interrogatoire de 1969 à 1970. En 1971, il se porte volontaire pour une nouvelle période d'un an au Vietnam, où il sert de conseiller à un groupe situé près de la frontière cambodgienne. À peine rentré, il repart en 1972 en tant que conseiller d'une équipe d'embuscade opérant le long de la côte. D'après le témoignage de beaucoup de ses proches, amis et collaborateurs, Armitage travaille en parallèle pour la CIA, et notamment pour le programme Phoenix qui permettra l'élimination de plus de 60 000 civils suspectés d'être des agents viet-congs. La participation d'Armitage est confirmée par Larry Ropka, qui travaillait avec lui à l'époque et plus tard en Iran, mais aussi par Ted Schakley, le chef d'antenne de la CIA à Saigon. Armitage dément aujourd'hui avoir participé directement à l'opération. Selon lui, son équipe d'embuscade aurait certes transmis des informations décisives aux responsables de la CIA dans la région, mais n'aurait jamais été mise à contribution directement par l'agence.

Parlant couramment le vietnamien, Richard Armitage tombe amoureux du pays, et reste convaincu de la nécessité de le défendre jusqu'au bout contre les barbares communistes. Le retrait des troupes états-uniennes en 1973, après la signature des Accords de Paris, est une immense désillusion : *« J'avais réalisé, en décembre 1972 [après le bombardement intensif de Hanoi et Haïphong ordonné par Richard Nixon] à quel point nous étions proches de la victoire. (...) Je pense qu'Henry Kissinger a perdu son calme et que le président a perdu son calme »* [1]. Il emploie, quelques années plus tard, une métaphore particulièrement forte : *« J'ai trouvé que [le retrait des forces états-uniennes] était très similaire à mettre une femme enceinte et quitter la ville ensuite. Ce n'est pas une belle image, mais j'ai pensé que nous agissions comme un père irresponsable »*.

Armitage décide de rester dans le pays malgré le retrait. Il demande à faire partie des 50 militaires états-uniens autorisés à rester sur place puis, devant le refus de l'état-major de la Navy, il prend un poste d'employé civil auprès de l'attaché militaire états-unien à Saigon. Il peut ainsi continuer à servir de conseiller aux forces armées du Sud-Vietnam, qui poursuivent la guerre grâce à l'équipement que leur envoie Washington.

« Parrains » de l'ombre

Richard Armitage quitte Saigon en 1974. Il tente un temps de convaincre le Congrès et l'administration de la nécessité d'accentuer le soutien au Sud-Vietnam. Mais les priorités ont changé à Washington, et ses appels restent lettre morte. Heureusement, les contacts qu'il a noués en temps de guerre vont lui être profitables. En avril 1974, il est rappelé à Washington par Erich von Marbod, un haut responsable du Pentagone rencontré au Vietnam. Von Marbod

y était responsable de l'acheminement de logistique, d'argent et d'armes après le retrait états-unien. La mission qu'il souhaite confier à Armitage consiste à récupérer un maximum de matériel militaire US envoyé au Vietnam, pour éviter que celui-ci ne tombe aux mains des Vietminh. Ceux-ci sont en effet aux bords de la victoire finale. Cette opération, qui se solde par un demi-échec, consacre la fin d'une période pour Armitage : cette fois, le Vietnam est définitivement perdu.

La carrière de Richard Armitage ne s'arrête pas pour autant. Au contraire, ses contacts von Marbod vont lui permettre, en septembre 1975, d'accompagner le vendeur d'armes du Pentagone à Téhéran. La mission qui lui est confiée par le secrétaire à la Défense de l'époque, Arthur Schlesinger, consiste à tenter de rendre cohérent le programme d'achat d'armement effectué par le shah d'Iran. Cette politique est la continuation du projet formé par Nixon et Kissinger de faire de l'Iran une puissance régionale, pro-occidentale surarmée et stabilisatrice. On sait peu de choses sur ce qu'a effectué Armitage, ancien agent de la CIA, à une époque où Washington commence à se méfier de la volonté des ambitions du shah et à envisager son renversement.

Après l'arrivée au pouvoir de Jimmy Carter début 1977, la nouvelle administration décide de geler toute embauche au sein du gouvernement. Erich von Marbod est donc dans l'impossibilité d'engager Armitage, qui se retrouve sans emploi. Il tente de recycler sa connaissance du Sud-Est asiatique pour monter une affaire à Bangkok avec le brigadier-général Harry C. Aderholt, figure légendaire des commandos aéroportés. Ce dernier a été impliqué dans de très nombreuses opérations secrètes, dont la plupart étaient l'œuvre de la CIA. Il a notamment été parachuté derrière les lignes ennemies pendant la guerre de Corée et a dirigé les opérations de mise en place d'un pont aérien lors de la campagne de soutien de la CIA à la révolte des Tibétains, à la fin des années 1950. À partir de 1976, il monte à Bangkok une société appelée la Southeast Asia Travel Agency, dont l'objectif est d'obtenir des contrats susceptibles d'aider les dirigeants de l'armée thaïlandaise. La Thaïlande est alors une des plaques tournantes du trafic d'opium à destination des États-Unis, notamment grâce au rôle actif joué par les militaires thaïs [2]. Le principal client d'Aderholt est Air Siam, une petite compagnie d'aviation disposant d'un seul Boeing 747 pour relier Bangkok à Los Angeles. C'est dans le cadre de ces activités qu'il recrute Richard Armitage, avant que la concurrence de Thai International n'entraîne la faillite de l'officine.

Ascension au Pentagone

De retour à Washington, Armitage est déterminé à pénétrer les arcanes du pouvoir, et de l'appareil diplomatique en particulier. Par ses contacts, le baroudeur est présenté au sénateur Bob Dole qui apprécie beaucoup les vétérans de l'US Army. Il devient son assistant administratif jusqu'en 1979, date à laquelle il se lance dans le soutien à la candidature présidentielle de George H. W. Bush, opposé lors des primaires républicaines à l'acteur anticommuniste Ronald Reagan. Après que celui-ci eut obtenu l'investiture, Armitage sollicite son directeur de campagne, Richard Allen, qui le charge de diverses tâches administratives et de contacts avec la presse. Ses talents d'organisateur hors pair séduisent aussi bien Allen que Fred Iklé, qui font pression, après l'arrivée à

la Maison-Blanche de Reagan, pour qu'Armitage intègre la nouvelle administration. Il obtient un poste temporaire auprès de Casper Weinberger, le nouveau secrétaire à la Défense, qu'il est chargé d'aider à composer son équipe. Il lui est donc facile de demander - et d'obtenir - le poste d'assistant sous-secrétaire à la Défense pour l'Asie. Il n'y reste pas longtemps : début 1983, il est promu sous-secrétaire pour les Affaires de sécurité internationale, ce qui lui permet d'avoir un poids prédominant dans l'élaboration de la politique du Pentagone. Seules lui échappent les relations avec l'Union soviétique et l'Europe, qui sont confiées à Richard Perle, l'ami de **Paul Wolfowitz** et farouche adversaire de la « détente » avec l'URSS. Le domaine d'Armitage comprend le reste du monde, y compris le Proche-Orient.



Colin Powell

C'est à cette époque que le vétéran fait la connaissance de Colin Powell, qui sert alors Casper Weinberger en tant que premier assistant militaire. Powell et Armitage deviennent rapidement un duo incontournable au Pentagone, unis et interchangeable. Toutes les questions essentielles remontent à l'un ou à l'autre, donc aux deux, qui échangent quotidiennement leurs notes, leurs informations et leurs anecdotes. Et le fait de se

fâcher avec l'un d'entre eux aboutit nécessairement à s'aliéner l'autre binôme. Ce fonctionnement en équipe va ainsi assurer une efficacité redoutable à la politique des deux militaires, tout en suscitant au Pentagone une certaine hostilité chez ceux qui n'appartiennent pas à leur garde rapprochée. Venant tous deux de familles états-uniennes modestes, les deux hommes partagent dans une large mesure une même vision du monde, caractérisée par une proximité avec les préoccupations des classes moyennes. Tous deux ont, par exemple, envoyé leurs enfants dans des écoles publiques. Tous deux s'intéressent également à la lutte contre la discrimination raciale : depuis son retour du Vietnam, Richard Armitage et sa femme ont adopté six enfants, dont trois afro-américains, et sont la famille d'accueil de près de quarante enfants.

La « doctrine Reagan »

Ces préoccupations « sociales » n'empêchent par Armitage de s'engager à fond dans les opérations secrètes menées à cette époque au nom de la nouvelle « doctrine Reagan », élaborée en grande partie par William Casey, le nouveau directeur de la CIA. Cette doctrine repose sur le soutien financier et militaire à grande échelle des guérillas armées contre les régimes soutenus par l'Union soviétique : « *Le soutien aux combattants de la liberté est de l'auto-défense* », déclare ainsi Reagan lors de son discours sur l'État de l'Union de 1985. Les terrains d'application en sont essentiellement l'Afghanistan, le Cambodge, le Nicaragua et l'Angola. Armitage sillonne donc la planète pour y organiser le soutien aux insurrections antisoviétiques ou anticommunistes. Tous les trois mois, il se rend à Islamabad auprès des responsables des services secrets pakistanais de l'ISI, afin de discuter avec eux de la meilleure manière de soutenir les moudjahidin afghans. Il est en contact avec différents chefs de guerre, notamment Buhannuddin Rabbani, qui deviendra président de l'Afghanistan au début des années 1990 et chef politique de l'Alliance du Nord

après l'assassinat de Massoud en septembre 2001. Armitage n'a pas le temps de gérer tous les conflits : l'Amérique latine, et notamment le Nicaragua et le Salvador sont laissés entre les mains de son supérieur, Fred Iklé. D'après Edward Luttwak, un intellectuel spécialiste des questions militaires qui travaillait à l'époque au Pentagone, le vétéran du Vietnam considérait les conflits en Amérique centrale comme des guerres de guérilla, que les États-Unis perdraient donc fatalement.

Pour coordonner ses activités au sein du Pentagone avec l'ensemble de la politique étrangère de l'administration Reagan, Armitage participe à des réunions quasi hebdomadaires avec Paul Wolfowitz, du département d'État, et Gaston Sigur, du Conseil de sécurité nationale (NSC). Alors que tout les opposait, leur carrière politique, leur idéologie, leur manière de faire de la politique, etc.

Armitage et Wolfowitz sont alors assez proches. Une proximité qui justifiera une explication lors de l'opposition entre le Pentagone et le Département d'État sous George W. Bush : devant les attaques croissantes contre Colin Powell, Armitage ira alors expliquer à Wolfowitz que « *si tu t'attaques à mes amis, tu t'attaques à moi* » [3]. À l'époque, l'entente est néanmoins cordiale : les deux hommes sont notamment à



Paul Wolfowitz

l'origine du renversement du dictateur philippin Ferdinand Marcos, dont le maintien au pouvoir était en train d'entraîner le développement d'une opposition gauchiste [4]. Si Wolfowitz présente cette politique comme un combat au nom de la démocratie, elle est clairement perçue par Armitage comme un moyen d'éviter la prise du pouvoir par les communistes, et la répétition du scénario vietnamien. Pour résumer, il s'agit d'intervenir préventivement au niveau politique pour éviter une intervention ultérieure répressive par le biais de l'envoi de troupes.

Scandales

Grâce à cette hyperactivité, qui donne de très bons résultats pour la diplomatie états-unienne, Richard Armitage fait son chemin au sein de l'administration Reagan. Il reste en contact quotidien avec Paul Wolfowitz, devenu ambassadeur en Indonésie. C'est à ce moment qu'éclate le scandale Iran-Contra, en 1986. Le Congrès décide d'enquêter sur le deal passé par l'administration Reagan concernant la vente d'armes à l'Iran, dont le produit devait servir à financer la guérilla d'extrême-droite au Nicaragua, contre les sandinistes d'extrême-gauche. Colin Powell et Richard Armitage ne sont pas directement visés par les enquêtes, étant connus à l'époque pour leur opposition aux ventes d'armes à Téhéran. Mais le fait qu'ils aient eu connaissance de ces agissements les met sur la sellette. La carrière d'Armitage est un temps compromise. Il faut dire que ses relations jouent contre lui : non seulement il a séjourné à Téhéran dans les années 1970, mais il y a surtout fréquenté le général Richard Secord, mis en cause dans le scandale. De plus, Ted Shackley, l'un des premiers États-Uniens contacté par l'Iran dans ce dossier, était chef de station de la CIA au Vietnam,

au moment où Armitage y servait. Le vétéran parvient toutefois à maintenir sa place au sein de l'administration Reagan. Un nouveau scandale va définitivement le mettre sur la touche pour un long moment.



Ross Perot

Richard Armitage a construit une part importante de son ascension politique sur son statut de vétéran du Vietnam. Il est paradoxal que ce soit justement sur cette question que sa carrière ait subi l'attaque la plus violente. Elle est menée par le milliardaire Ross Perot, à partir de 1987. Ce dernier tente de sensibiliser l'administration Reagan au sort des GI's faits prisonniers au Vietnam et maintenus en détention depuis. Il est question un temps de

lui confier la présidence d'une commission d'enquête du Congrès sur ce sujet. Début 1987, Perot part seul en voyage dans la région, afin d'y rencontrer le gouvernement vietnamien. De retour à Washington, il explique aux dirigeants états-uniens qu'Hanoi est prêt à libérer les prisonniers en échange d'une amélioration des relations économiques avec les États-Unis. Une position inacceptable pour l'administration Reagan, qui conditionne le retour d'une coopération économique avec le retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge. La démarche unilatérale de Perot, conçue comme perturbant les négociations en cours, est très mal perçue par la Maison-Blanche, qui décide de nier l'existence de ces prisonniers. Richard Armitage participe à saborder la campagne de Perot, ce qui lui vaut l'inimitié intarissable du milliardaire. Celui-ci tente de mettre à nu le passé du vétéran, en exposant ses frasques au Vietnam, au milieu des prostituées, des bandits et des tripots.

Cette campagne de dénigrement ne porte pas ses fruits tout de suite. Malgré le bruit du scandale, Armitage conserve sa place au Pentagone. Mais lorsqu'à l'arrivée de George W. Bush à la Maison-Blanche, en janvier 1989, sa nomination au poste de Secrétaire de l'Armée auprès de Dick Cheney est soumise à l'approbation du Congrès, les choses se corsent. Cette fois, Perot parvient à se faire entendre sur le Capitole, notamment grâce au soutien du sénateur Jesse Helms, hostile à la politique de rapprochement avec le Japon prônée par Armitage. Devant le peu de soutien de Cheney, il retire finalement sa candidature.

Sa mise à l'écart est de courte durée. Le 10 avril 1990, il est rappelé par le président George H.W. Bush pour servir de négociateur avec les Philippines. Comme du temps du président Ferdinand Marcos, il est chargé d'obtenir de Corazon Aquino l'autorisation de maintenir la présence militaire états-unienne au sein des deux bases militaires du pays, la Subic Bay Naval Station et la Clark Air Force Base. Après avoir longuement discuté des modalités financières d'un tel accord, Armitage doit gérer l'éruption du volcan Pinatubo, en juin 1991, qui détruit la base de Clark. Il obtient finalement des autorités le droit de se maintenir à Subic Bay, en échange de 203 millions de dollars annuels. Une proposition rejetée par le Sénat des Philippines. Confronté à une trop forte opposition de la population et d'une partie de la classe politique philippine, Armitage doit capituler. Moins d'un an plus tard, l'armée états-unienne se retire totalement du pays. Elle n'y reviendra qu'en 2002, à la faveur de la nouvelle

« guerre au terrorisme » décrétée par Washington.

L'échec d'Armitage ne l'empêche pas d'être nommé, en janvier 1992, coordinateur de l'acheminement de l'aide vers l'URSS. A l'époque, le trafic de drogue explose à Moscou, où la guerre des gangs règne entre les clans mafieux russes et tchéchènes[« **Boris Berezovski, le receleur** », *Voltaire*, 26 avril 2004.]. Opposé au position de Robert Zoellick, alors sous-secrétaire d'État et proche conseiller de James Baker, Armitage réussit à se maintenir en place sous l'administration Clinton. Il est un des rares Républicains dans ce cas, avec Colin Powell. Mais ses prises de position sur la Russie entraînent rapidement son départ : à la mi-février 1993, il déclare à la Vanderbilt University que le président Boris Eltsine n'a pas « *une grande vision* », et que ses jours « *sont quelque part comptés... Je pense qu'il est à peu près à la fin de son utilité et que quelqu'un d'autre devrait s'avancer sur la scène* ».

Revenue à la vie civile, Armitage crée sa propre société de conseil, Armitage Associates, où il emploie plusieurs de ses anciens assistants au sein du gouvernement états-unien. Elizabeth Cheney, la fille de l'ancien secrétaire à la Défense travaille un temps pour lui. Ses principaux clients sont des entreprises d'armement et des sociétés pétrolières, essentiellement celles ayant des intérêts en Asie orientale, au Proche-Orient, ou dans l'ancienne Union soviétique. Les conseils fournis concernent plusieurs secteurs géopolitiques, tels que le droit de l'eau au Proche-Orient, les contrats d'armement... En décembre 1993, Armitage écrit ainsi à l'ambassadeur états-unien en Géorgie au nom d'une compagnie états-unienne cherchant à installer des lignes téléphoniques sur place. Plus tard, il rend visite à Heydar Aliyev, le président de l'Azerbaïdjan, pour défendre les intérêts de Texaco. Il travaille par ailleurs pour plusieurs grosses sociétés états-uniennes telles que Boeing, Goldman Sachs, Unocal et **Brown & Root (Halliburton)**, des sociétés d'armement telles que **SAIC** et MPRI, et certaines entreprises étrangères telles que Toshiba, Mitsubishi, la Japan National Oil Corporation et même... l'ambassade du Japon. Armitage maintient par ailleurs ses contacts politiques, recevant régulièrement des représentants de gouvernements étrangers avides de conseils sur la manière de discuter avec l'administration Clinton, le Congrès, les chefs de station de la CIA et les journalistes. Il est même proche de certains Démocrates, tels Kurt Campbell, responsable de l'Asie au Pentagone et ami proche d'Armitage.



Comme pour beaucoup de ses amis, la fin des années 1990 est une période d'hibernation politique pour Richard Armitage. Il donne des gages de son adhésion au projet incarné par la candidature de George W. Bush en signant, dès 1998, l'appel du Projet pour un nouveau siècle américain exigeant le renversement de Saddam Hussein. Son nom côtoie ceux des principales figures de la future administration Bush, **Donald Rumsfeld**, **Paul Wolfowitz**, Zalmay Khalilzad, Elliott Abrams, John Bolton, Paula Dobrianski ou encore Robert Zoellick. Armitage n'appartient pourtant pas au clan des Faucons : tout comme Colin Powell, il est tenu à l'écart des réunions du Congressional Policy Advisory

Board, où siègent, pour les questions diplomatiques, Donald Rumsfeld, Dick Cheney et Paul Wolfowitz, entre autres. De 1998 à 2000, ce sont ces hommes qui élaborent la politique étrangère de l'administration républicaine à venir. Début 1999, Armitage est tout de même recruté par Condoleezza Rice et Paul Wolfowitz pour participer à l'équipe des Vulcains, chargée de former le candidat Bush aux questions internationales. Preuve que le baroudeur du Vietnam n'est pas aussi marginalisé qu'il n'y paraît, puisque son nom figure à côtés de ceux de Wolfowitz, Rice, mais aussi Richard Perle, **Dov Zakheim**, peu connus pour la modération de leurs vues géostratégiques.

[1] *White Christmas in April*, de J. Edward Lee et Toby Haynsworth, Peter Land Publishing, 1995, p. 84.

[2] *La politique de l'héroïne - L'implication de la CIA dans le trafic des drogues*, d'Alfred W. McCoy, Éditions du Léopard, 1999 (1ère éd. 1972, 2e éd. 1991), p. 433-434.

[3] Entretien de James Mann avec Richard Armitage, in *The Rise of the Vulcans - The History of Bush's War Cabinet*, de James Mann, Viking, 2004.

[4] Voir « **Paul Wolfowitz, l'âme du Pentagone** », par Paul Labarique, *Voltaire*, 6 octobre 2004.

Voltaire

Voltaire est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

Directeur de la publication : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. Dépôt légal à parution. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

Prix au numéro (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

Abonnements

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : www.reseauvoltaire.net/abonnement.php .

Un alléchant Eldorado

Analyse

Sari Hanafi, directeur du Palestinian Diaspora and refugee Center présente une analyse fondamentale du " droit au retour " dans le *Daily Star*. Il rappelle que cette exigence est fondée en droit et validée par l'Assemblée générale de l'ONU. Elle n'est pas une question secondaire, négociable lors de tractations de paix, mais la question principale et la seule non-négociable. Au demeurant, le " droit au retour " ne signifie pas que les Palestiniens veulent revenir en Israël, mais qu'ils doivent pouvoir choisir leur destin.

Une petite phrase de L. Paul Bremer III a mis en ébullition le microcosme washingtonien. L'ancien " vice-roi " d'Irak avait indiqué avoir réclamé en vain des renforts de troupes, dès le début de l'occupation. Cet aveu serait une condamnation implicite des choix stratégiques du Pentagone et de la Maison-Blanche. Pas du tout, écrit M. Bremer dans le *New York Times*. Cette remarque ne visait ni Rumsfeld, ni Bush, mais Kerry qui a refusé de voter des crédits supplémentaires. C'est le leader démocrate qui a refusé les moyens appropriés et qui est le vrai responsable du chaos en Irak.

Devant le Council on Foreign Relations, le secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld a tenu des propos classiquement coloniaux que reproduit le *Los Angeles Times*. Le peuple irakien serait comparable à un enfant qui apprend à faire du vélo. La Coalition le guide pour l'empêcher de tomber et le verra un jour partir de l'avant en trouvant son équilibre. Bien sûr ce chemin est long et l'enfant irakien a encore besoin pour son bien de la présence anglo-saxonne.

Au cours de cette intervention, M. Rumsfeld a présenté les événements de Samarra comme une simple expression d'autorité face à un peuple irakien en pleine crise d'adolescence. Pendant qu'il s'exprimait ses GI's terminaient de raser des quartiers entiers de la ville, jonchés de centaines de cadavres.

Depuis deux ans, les néo-conservateurs ont développé une campagne de presse

contre l'ONU. Après avoir brocardé la Commission des Droits de l'homme de Genève, ils s'en sont pris directement au secrétaire général, Kofi Annan, qu'ils ont accusé de corruption indirecte. Ses collaborateurs et son propre fils seraient impliqués dans un vaste trafic avec le régime de Saddam Hussein en marge du programme " pétrole contre nourriture ". C'est d'ailleurs cette magouille qui expliquerait l'hostilité de Kofi Annan à la libération de l'Irak.

Pour mettre fin à cette rumeur, une commission d'enquête internationale a été créée, au sein même de l'ONU, et placée sous la présidence d'une personnalité états-unienne très respectée dans son pays. Seulement voilà, les enquêteurs auraient rejeté les documents qui leur ont été transmis après les avoir déclarés faux et ne trouveraient aucune preuve confirmant les malversations supposées.

C'est bien la preuve que cette commission est malhonnête, répond Edwin J. Feulner, président de la Fondation Héritage, dans le *Washington Times*.

On retrouve-là la rhétorique désormais classique de la classe dirigeante US : si l'on ne trouve pas de cellules dormantes d'Al Qaïda, c'est qu'elles ont bien cachées et encore plus dangereuses qu'on ne le pense. Si l'on ne prouve pas la corruption de l'ONU, c'est qu'elle est pire que ce qu'on imagine, etc.

Certains sites industriels chimiques sont particulièrement vulnérables à des attaques terroristes. Or, le niveau de sécurité général est égal à celui du maillon le plus faible du dispositif. Donc, observe Robert F. Kennedy Jr dans le *Los Angeles Times*, les efforts de sécurisation des sites militaires états-uniens sont inutiles puisque des attentats majeurs restent possibles. C'est que l'administration Bush a dispensé les industriels qui financent les campagnes électorales du Parti républicain de se conformer aux normes de sécurité.

On pourrait aussi conclure, comme l'avait fait Michael Moore, que l'administration Bush ne croit pas suffisamment aux menaces dont elle parle pour exiger de ses amis qu'ils appliquent les normes de sécurité nationale.

Enfin, Stanley A. Weiss décrit aux lecteurs de l'*International Herald Tribune* les bienfaits dont vont bénéficier les habitants de Sao Tomé et Principe lorsque les multinationales exploiteront à plein régime le pétrole de ce nouvel Eldorado. Mû par la compassion, le magnat états-unien pointe les garde-fous qu'il conviendra de mettre en place pour que la manne pétrolière profite localement à tous et pas simplement à une élite corrompue. Il en éprouve par avance bonne conscience et tient à en faire partager ses lecteurs, qui pourraient eux aussi être tentés par pareil investissement.

Réseau Voltaire

Sari Hanafi



Sari Hanafi est directeur du Palestinian Diaspora and Refugee Center.

" Pourquoi un " droit au retour " est nécessaire "

Source : Daily Star

Référence : " Why a 'right of return' is necessary ", par Sari Hanafi, *Daily Star*, 7 octobre 2004.

Le droit au retour pour les réfugiés palestiniens est validé par quatre corps juridiques de la loi internationale : les lois humanitaires, les lois relatives aux Droits de l'homme, la loi de la nationalité et le droit des réfugiés. Suivant ces lois, qui s'appliquent à tous les réfugiés dans le monde, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté la résolution 194 dont l'article 11 traite spécifiquement du droit au retour.

Pour comprendre l'importance de la question des réfugiés, il faut se souvenir que le nationalisme palestinien est né de l'expulsion de la moitié de la population palestinienne en 1948. Les réfugiés sont une question fondamentale du problème palestinien et on ne peut espérer résoudre le conflit sans régler cette question, et ce pour cinq raisons fondamentales :

- ▶ Il ne pourra pas y avoir d'accords territoriaux sans reconnaissance de l'expulsion des Palestiniens de 78 % du territoire de la Palestine historique.
- ▶ Accepter une responsabilité historique est la base d'une réconciliation.
- ▶ C'est une question essentielle pour les Palestiniennes car les réfugiés sont des acteurs centraux de la population palestinienne.
- ▶ Reconnaître le droit de choisir est essentiel pour une population qui est traitée comme étrangère.
- ▶ Le droit de choisir ne signifie pas qu'ils reviendront tous, la phobie israélienne est injustifiée.

L. Paul Bremer III



L. Paul Bremer III (Le 8 de trefle du régime Bush) est l'administrateur états-unien à Bagdad. Il a été ambassadeur spécial

" Ce que j'ai vraiment dit concernant l'Irak "

Source : New York Times

Référence : " What I Really Said About Iraq ", par L. Paul Bremer III, *New York Times*, 8 octobre 2004.

Les derniers jours, beaucoup d'attention s'est portée sur une remarque que j'ai faite concernant l'Irak, mais une part de ce que j'ai dit a été oublié et je pense qu'il est important de préciser ma pensée qui a été mal comprise.

chargé de la lutte antiterroriste sous l'administration Reagan et directeur du cabinet Kissinger Associates.

Dans un discours, j'ai affirmé que nous n'avions pas eu assez de troupes en Irak pour réaliser nos objectifs. La presse et nos opposants ont alors utilisé cette phrase pour s'attaquer à la politique de l'administration Bush, mais ils ne parviendront pas à la saper. Voici pourquoi : ce n'est pas un secret, je me suis opposé à certains responsables en Irak, y compris des responsables militaires, cela arrive toujours dans un conflit. Je pensais que nous devions avoir plus de troupes pour éviter les pillages des infrastructures après guerre, mais les responsables militaires pensaient, ce qui était légitime, qu'une présence états-unienne trop importante serait contre-productive et qu'elle énerverait les Irakiens. Toutefois, pendant mes 14 mois de présence, tous s'accordèrent pour affirmer qu'il fallait accroître la taille des forces de sécurité irakienne pour que les Irakiens puissent se défendre eux-mêmes. Aujourd'hui, pour les tâches qu'il nous reste à accomplir, nous avons assez de troupes sur le terrain.

Le président a eu raison d'estimer que Saddam Hussein était une menace et de ne pas résumer notre guerre au terrorisme à la lutte contre Al Qaïda. Nous devons conserver l'offensive et pour cela il faut des fonds, des fonds que Kerry a refusé de voter. Aujourd'hui, c'est Kerry qui déforme mes propos. Nous devons faire confiance à la vision de Bush.

Donald Rumsfeld



" L'Irak sur un vélo "

Source : Los Angeles Times

Référence : " Iraq on a Bicycle ", par Donald H. Rumsfeld, *Los Angeles Times*, 8 octobre 2004. Ce texte est adapté d'une réponse à une question posée lors d'une conférence au Council on Foreign Relations.

Membre des administrations Nixon, Ford et Reagan, Donald Rumsfeld (L'As de pique du régime Bush) est secrétaire à la Défense états-unien. Il est ancien membre du Center for Security Policy de Frank J. Gaffney Jr. (Le 7 de cœur du régime Bush) auquel le Réseau Voltaire a consacré une enquête : « *Le Centre pour la politique de sécurité : les marionnettistes de Washington* ». Le Réseau Voltaire a réalisé un dossier spécial sur Donald Rumsfeld.

Dans chaque pays libéré d'un régime oppressif, il existe des risques de guerre civile ou de déstabilisation. C'est lié à l'apprentissage de la liberté. Je ne pense pas cependant que cela arrivera en Irak, même si l'éventualité me préoccupe. Nous mettons tout en œuvre pour éviter une détérioration de la situation et pour arriver à la réconciliation dans le pays. C'est ainsi que nous avons procédé à **Samarra** lors des dernières 48 heures : nous avons menacé de recourir à la force si les comportements anti-sociaux et les violences contre le gouvernement se poursuivaient. Ce sont des attitudes que nous ne pouvons pas tolérer. Le premier choix d'action est bien sûr la diplomatie, mais les terroristes doivent se sentir menacés. Il faut frapper les terroristes qui tuent des Irakiens et les forces de la Coalition car ils veulent plonger le pays dans le chaos. Contre eux, nous avons engagé une épreuve de volonté. Les extrémistes veulent renverser les gouvernements de la région, les uns après les autres pour créer un grand califat. Si nous réussissons en Irak et en Afghanistan, nous les affaibliront.

Edwin J. Feulner



Ancien président de la Société du Mont Pèlerin, Edwin J. Feulner est président de la Heritage Foundation.

" Pétrole contre corruption "

Source : Washington Times

Référence : " Oil for corruption ", par Edwin J. Feulner, *Washington Times*, 7 octobre 2004.

Le programme pétrole contre nourriture est une des plus grandes entreprises criminelles de l'Histoire. Le Bureau général des comptes états-unien a estimé que ce programme a généré dix milliards de dollars de revenus illégaux pour Saddam Hussein et des membres de l'ONU ont été lourdement impliqués dans le scandale.

Ainsi Benon Sevan, qui fut directeur de ce programme, a été retrouvé sur une liste de personnes corrompues dans les bureaux du ministère des Affaires pétrolières irakien. Face à ces révélations, l'ONU veut enterrer l'affaire et la commission d'enquête dirigée par Paul Volcker qui travaille depuis six mois sur le sujet n'a pour l'instant fournit aucune information. Ce n'est pas étonnant, elle a été conçue pour échouer comme l'ont démontré les experts de la **Heritage Foundation** : la plupart des enquêteurs sont inconnus, un a déjà démissionné car il estimait que la commission manquait d'éthique. La porte parle de la commission Anna di Lellio a tenu par le passé des propos violents contre **George W. Bush** et **Silvio Berlusconi**. La révélation de ces propos par la Fondation Heritage a conduit à sa démission.

Dans le même temps, l'ONU cherche à changer de sujet. C'est pour cela que **Kofi Annan** a qualifié la Guerre d'Irak de guerre illégale. Le monde a droit à une vraie enquête, mais nous ne l'aurons pas si nous ne maintenons pas la pression.

Robert F. Kennedy Jr.



Avocat sur les questions environnementales, Robert F. Kennedy Jr. est le fils de Robert Kennedy. Il est l'auteur de *Crimes Against Nature : How George W. Bush and His Corporate Pals Are Plundering Our Country and Hijacking Our Democracy*.

" Une attaque terroriste bientôt dans une usine près de chez vous "

Source : Los Angeles Times

Référence : " A Terror Attack, Coming Soon to a Plant Near You ", par Robert F. Kennedy Jr., *Los Angeles Times*, 7 octobre 2004.

George W. Bush aime affirmer qu'il a amélioré la sécurité de la nation mais, en vérité, son favoritisme a compromis notre capacité à nous défendre.

Pour plaire aux soutiens financiers de son parti et de sa campagne, l'administration Bush bloque toutes les initiatives légales pour sécuriser les industries dangereuses. Beaucoup des usines produisant des produits dangereux n'ont pas de système de sécurité alors qu'Al Qaïda en a fait une cible prioritaire. Sept semaine avant le 11 septembre, la Maison-Blanche a rejeté une loi sur la sécurité des sites industriels chimiques. On ignore pourquoi il a agit ainsi, mais on notera que l'équipe Bush a reçu 22 millions de dollars depuis 1998 des industries chimiques. L'industrie nucléaire pour sa part a fourni 15

millions de dollars et n'a pas à sécuriser ses sites non plus. La loi exige qu'elle se protège contre le vandalisme, mais les responsables de la sécurité sont sous-entraînés et démobilisés.

Le principal assistant de **Tom Ridge**, Al Martinez-Fonts, ancien cadre de JP Morgan-Chase, a expliqué que le **département de la Sécurité de la Patrie** s'efforçait de ne rien exiger aux entreprises car elles n'aimaient pas ça, mais qu'il comptait sur elle pour assurer leur sécurité. C'est une pure folie.

L'administration Bush exige de grands sacrifices à nos troupes. Elle finance cela avec des déficits publics, mais refuse d'exiger quoi que ce soit aux entreprises.

Stanley A. Weiss

Stanley A. Weiss est fondateur et président de Business Executives for National Security Il est également membre du Rand's Center for Middle East Public Policy et de l'International Crisis Group, du Council on Foreign Relations et du Groupe de Bilderberg. Il est ancien président d'American Premier, une entreprise minière et chimique américaine.

" Un micro-État africain fait face à la malédiction du pétrole "

Source : International Herald Tribune

Référence : " An African microstate confronts the curse of oil ", par Stanley A. Weiss, *International Herald Tribune*, 7 octobre 2004.

En visitant Sao Tomé et Principe, il est difficile d'imaginer que ce micro-État du Golfe de Guinée au large de l'Afrique occidentale vont être à l'épicentre du prochain boom pétrolier. Les 140 000 habitants de ces îles sont très pauvres et vivent avec l'équivalent d'un dollar par jour, la malaria est rampante, mais le gouvernement, au bord de la banqueroute, n'y peut rien.

Pourtant, le président Fradique de Menezes rêve aux quatre milliards de barils dans son sous-sol et veut faire de son pays un mélange de Dubaï, pour le commerce, de Taiwan, pour le caractère insulaire d'un État qui est devenu un moteur économique en investissant sur sa propre population et de Diego Garcia, un lieu stratégique pour les États-Unis. En effet, depuis cette île, il serait facile pour les États-Unis de se déployer sur des terrains d'action comme la Sierra Leone, la Côte d'Ivoire ou le Liberia. Déjà, les États-Unis ont installé une station locale de Voice of America et travaillent à l'agrandissement de l'aéroport et des ports, ce qui réjouit le président Menezes. Ces efforts américains ne viennent pas trop tôt puisque cette région du globe représente déjà 15 % des importations de pétrole des États-Unis et elle devrait passer à 25 % dans dix ans.

Toutefois, comme le prouve la situation au Nigeria, du pétrole et peu de sécurité peuvent former un cocktail explosif. Sao Tomé doit donc saisir le potentiel sans s'exposer aux difficultés. Il faut assurer la sécurité et les États-Unis s'investissent pour équiper et entraîner les forces armées locales. Ensuite, il faut s'assurer que les pétrodollars bénéficieront à la population et pas à une élite corrompue comme au Nigeria, en Angola ou en Guinée équatoriale. Il faut que le pays s'appuie sur le pétrole pour diversifier son économie.